

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR
Index AI : AFR 19/010/2014
6 novembre 2014

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE. UNE RÉACTION EST REQUISE EN URGENCE AFIN DE COMBATTRE LA VIOLENCE CROISSANTE DANS LE CENTRE DU PAYS

De graves atteintes aux droits humains sont perpétrées en République centrafricaine, notamment des homicides, des mutilations, des enlèvements et des déplacements forcés. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), déployée le 15 septembre 2014, n'a pas encore pu faire cesser ni prévenir la plupart de ces violations. Les auteurs présumés de ces actes, des membres de la Séléka, des combattants anti-balaka et leurs alliés, continuent à bénéficier de l'impunité.

De nouvelles violences ont ébranlé la capitale, Bangui, à la mi-octobre. Au moins 12 personnes ont été tuées et des milliers d'autres forcées à fuir leur domicile et à vivre dans des camps pour personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Ayant commencé plus tôt en octobre et durant depuis maintenant des semaines, les violences croissantes imputées à la Séléka, à des Peuls armés (membres de l'ethnie peule) et à des combattants anti-balaka dans le centre du pays, notamment autour de Bambari (dans la préfecture d'Ouaka à 280 km au nord-est de Bangui), ont coûté la vie à des dizaines de personnes et mené au déplacement de milliers d'autres.

Lors d'une mission effectuée à la fin octobre 2014, Amnesty International a recueilli des informations sur des attaques récentes ayant visé des civils dans les villes de Dekoa - à 260 km au nord de Bangui - et Bambari, et dans plusieurs villages à proximité de Bambari, notamment Yamalé, Batobadja, Matchika, Tchimanguéré, Gbakomalékpa et Baguela. Les forces de la Séléka, majoritairement musulmanes et désormais scindées en au moins deux groupes armés, et les milices anti-balaka, essentiellement chrétiennes et animistes, s'affrontent dans la région depuis plusieurs mois. Tous les camps, qu'il s'agisse de la Séléka, des Peuls armés (membres de l'ethnie peule, et dont beaucoup appartiennent à un sous-groupe de la Séléka) ou des combattants anti-balaka, prennent systématiquement pour cibles les civils qu'ils soupçonnent de soutenir leurs adversaires.

Le 10 octobre, l'intervention des forces françaises, aidées par des soldats de la paix des Nations unies, a empêché un massacre de grande ampleur à Dekoa.

Pourtant, comme les forces internationales sont dispersées - en partie parce qu'il manque à la MINUSCA plusieurs milliers de soldats par rapport aux effectifs prévus par son mandat -, elles n'ont pour l'instant pas été en mesure d'empêcher l'escalade de la violence dans la région centrale du pays. Compte tenu des grandes difficultés posées par les conditions qui prévalent sur place, il est probable que seul le déploiement complet de la MINUSCA, avec des soldats bien entraînés et équipés, dans l'ensemble des régions, associé à des mécanismes judiciaires concrets susceptibles de combattre l'impunité, permettront de mettre fin au cycle de la violence.

1. Attaques à Bambari et dans les alentours

Depuis mai 2014, la ville de Bambari, à 280 km au nord-est de Bangui, connaît la violence et l'instabilité. Presque tous les habitants chrétiens et animistes de la ville ont été déplacés, de même que de nombreux chrétiens et animistes des villages voisins. Beaucoup de musulmans vivent toujours chez eux à Bambari, mais un grand nombre des musulmans des villages alentours ont été forcés à fuir.

Si les forces françaises et des Nations unies sont présentes à Bambari, la majeure partie de la ville se trouve sous le contrôle de la Séléka, et/ou d'un nouveau sous-groupe de la Séléka connu sous le nom d'Union pour la paix en Centrafrique (UPC)¹. La Séléka/UPC a établi son quartier général dans le bâtiment principal du tribunal de Bambari. On aperçoit souvent des groupes de combattants armés de la Séléka ou de l'UPC vêtus de treillis militaires dans de nombreux autres secteurs de la ville.

Quelque 20 000 personnes, des chrétiens pour la plupart, vivent actuellement dans trois camps de personnes déplacées à Bambari : à côté de la base de la MINUSCA, à côté de la base de l'armée française et dans l'enceinte de l'église catholique de Notre-Dame des Victoires. Par ailleurs, plusieurs milliers de musulmans déplacés ont trouvé refuge auprès de familles hôtes dans le quartier musulman de la ville, le quartier Bornu.

¹L'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) a été créée le 25 octobre par plusieurs hauts responsables de la Séléka durant une assemblée générale à Bambari. Lors de l'annonce de la création du parti, le capitaine Ahmad Nedjad, porte-parole de l'UPC, a précisé que l'aile politique (de coordination) de celle-ci était dirigée Habib Awal et l'aile militaire par le général Ali Djarass.

Des chrétiens déplacés tués par la Séléka et de jeunes musulmans armés

Le 1^{er} octobre 2014, des combattants de la Séléka, accompagnés de jeunes musulmans armés, ont lancé une attaque contre un camp de personnes déplacées qui se trouve à côté de la base de la MINUSCA à Bambari et accueille des chrétiens et des animistes. Cette attaque a fait suite à l'homicide d'un commerçant musulman, Abdou Salam Zaiko, dans un village voisin ; son corps mutilé a été ramené à Bambari, ce qui a mis en colère de nombreux habitants musulmans (voir ci-après). Selon des témoins, l'assaut a été donné vers 13 heures, lorsque 70 à 100 personnes ont déferlé vers le camp, en provenance du quartier Bornu. La grande majorité des assaillants étaient vêtus en civil. Certains étaient lourdement armés, portant grenades et fusils automatiques ; d'autres avaient des épées et des machettes.

Des résidents du camp avaient reçu des appels téléphoniques de la part d'amis qui avaient vu le groupe et voulaient les prévenir qu'une foule armée avançait dans leur direction. Presque tous les résidents ont fui à l'autre bout du camp, et beaucoup se sont cachés derrière des bâtiments. Une grenade jetée dans le camp par dessus un mur a atterri près d'un groupe de civils qui rassemblaient leurs affaires avant de fuir, et cinq personnes ont été blessées, dont un bébé de sept mois, sa mère et un homme âgé.

La plupart de ceux qui ont perdu la vie durant cette attaque vivaient dans des maisons adjacentes à la base militaire des Nations unies. Un pasteur évangélique ayant survécu à l'attaque lancée contre son domicile (qui faisait également office d'église) a décrit la scène :

« Nous avons fermé à double tour lorsque nous avons entendu que les musulmans étaient en route. Lorsqu'ils sont arrivés, ils ont menacé de mitrailler la maison et d'y mettre le feu. Ma fille a ouvert la porte et ils ont demandé : "où est le pasteur ?" Ils ont fouillé toute la maison. J'étais dans ma chambre, caché sous le lit. Ils ont même regardé sous le lit, mais ils ne m'y ont pas vu. Par la grâce de dieu, j'ai été sauvé. »

Banda, un garçon de 15 ans employé par le pasteur pour nettoyer l'église, a été intercepté par le groupe et tué. Le pasteur a expliqué :

« Quand ils l'ont trouvé dans la maison, ils s'en sont pris à lui. Ils lui ont donné des coups de couteau et de sabre sur tout le corps. Il n'est pas mort sur le coup. Il a survécu suffisamment longtemps pour que la Croix-Rouge l'amène à l'hôpital régional. Mais il est mort sur place à 1 heure le lendemain matin. »

Jean-Firmin Balepako, un jeune homme de 23 ans, a été tué durant cette

même attaque. Son père et lui-même vivaient dans une maison du camp de personnes déplacées à proximité de la base de la MINUSCA. Le père a raconté à Amnesty International ce qui s'est passé :

« Nous étions six dans la maison : moi, mon fils et quatre femmes qui sont des amies de la famille. Les agresseurs ont enfoncé la porte d'entrée. L'un d'eux est entré dans ma chambre, où je me cachais avec mon fils et deux des femmes. Il a pointé son pistolet vers moi et a dit que j'allais mourir [...]

« Il a réclamé de l'argent et mon téléphone. Je lui ai dit que je n'avais rien. Il m'a ordonné de sortir, et m'a poussé hors de la pièce en pressant le pistolet contre mon dos. Les autres nous ont hurlé dessus, aux femmes et à moi, nous disant de partir. Ils étaient une douzaine, ne portaient pas d'uniforme, mais j'ai reconnu quelques membres de la Séléka parmi eux. La plupart étaient franchement jeunes, des adolescents, pas des adultes.

« Je ne me suis pas trop éloigné de la maison parce que j'étais inquiet pour mon fils, puis je l'ai entendu hurler. Ils ont dû le fouiller minutieusement, car j'ai plus tard vu son pantalon sur mon lit avec les poches retournées.

« Nous avons trouvé son corps cette nuit-là lorsque la MINUSCA nous a ramenés chez nous. Son corps se trouvait à environ quatre mètres de la maison : sa tête était fendue, ses bras avaient été taillés par des épées. »

Une autre famille qui vivait dans une maison abandonnée de ce quartier a perdu deux des siens : **Adolfo Wambanede**, 25 ans, et son frère, **Endjiye Wambanede**, 30 ans. Leur jeune frère a dit qu'ils avaient été attrapés alors qu'ils s'échappaient. Il a déclaré à Amnesty International :

« Nous courions dans différentes directions ; ils ont été interceptés et tués. Adolfo était déjà blessé et ne pouvait pas courir. Il a été décapité ; Endjiye a été abattu d'un coup de feu. »

Homicides de musulmans par des combattants anti-balaka

Des anti-balaka actifs dans des villages proches de Bambari sont responsables d'une série d'homicides de civils musulmans. Si les victimes ont été visées par des combattants anti-balaka parce qu'elles étaient musulmanes, les attaques avaient en outre une dimension économique, puisque ces meurtres se sont accompagnés de pillages et de vols.

L'attaque menée contre le camp de personnes déplacées situé près de la base de la MINUSCA le 1^{er} octobre (décrite ci-dessus) a fait suite à l'homicide d'**Abdou Salam Zaiko**, un civil musulman, par des combattants anti-balaka le 29 septembre. Abdou Salam Zaiko était à bord de sa voiture avec d'autres

personnes quand le véhicule est tombé en panne à 35 km de Bambari. Un peu après minuit cette nuit-là, des combattants anti-balaka ont trouvé les passagers de la voiture, livrés à eux-mêmes. Ils ont permis aux chrétiens, notamment au conducteur, de partir, mais ont tué Abdou Salam Zaiko et au moins deux autres passagers musulmans. Lorsque le corps d'Abdou Salam Zaiko, gravement mutilé, a été ramené à Bambari, un grand nombre de musulmans étaient furieux et ont attaqué le camp de personnes déplacées en représailles (voir ci-dessus).

Le 8 octobre, sept passagers musulmans d'une voiture appartenant à Saidu Daouda ont été tués par des combattants anti-balaka après avoir été victimes d'une embuscade sur la route. Saidu Daouda, qui proposait un service de navette quotidien non officiel sur le trajet Bambari-Ndasima, a décrit ce qui s'est passé :

« Nous avons quitté Ndasima à 6 heures du matin. Vers 7 h 30, nous sommes arrivés à hauteur d'un petit cours d'eau ; les anti-balaka nous attendaient. Ils avaient remonté le petit pont qui permet de traverser, et nous ne pouvions donc pas passer. Nous avons essayé de rebrousser chemin mais ils ont commencé à tirer, alors nous avons tous essayé de sortir et de nous enfuir en courant. Je suis arrivé à m'échapper, de même que quelques autres, mais beaucoup n'ont pas eu cette chance.

« Il y avait 24 personnes dans la voiture, des chrétiens et des musulmans. Sept passagers ont été tués, tous des hommes musulmans, et les autres ont survécu. Ils ont capturé plusieurs individus, chrétiens et musulmans confondus, et ont laissé tous les chrétiens partir, notamment le conducteur. Tous les hommes musulmans qu'ils ont capturés ont été tués. Ils les ont déshabillés afin de les humilier, et les ont taillés en pièces, leur tranchant les mains et les pieds. Ils ont aussi pris l'argent et les téléphones de tout le monde, et ont brûlé ma voiture. »

Les victimes - qui incluaient **Belo Siddique**, 22 ans, **Omaru Maounde**, 22 ans, et **Ibrahim Ali**, environ 28 ans - habitaient à Bambari ou à Ndasima.

Un chercheur d'Amnesty International a vu sur des téléphones portables une vidéo montrant des cadavres mutilés, apparemment filmée par des membres des forces de sécurité du gouvernement centrafricain de transition qui s'étaient rendus sur le site plus tard ce jour-là. Les corps ont été inhumés dans une fosse commune sur les lieux de l'attaque.

Des musulmans de Bambari ont souligné que ces attaques les avaient dissuadés de se déplacer en dehors de la ville. « Le PK 5 [quartier situé à 5 kilomètres du centre ville] c'est à peu près la limite pour nous », a expliqué l'un d'entre eux. « On est comme des prisonniers ici. »

Attaques des anti-balaka contre des gardiens de bétail peuls

Les Peuls semi-nomades gardiens de troupeaux, qui sont musulmans et vivent généralement dans des zones rurales avec leurs bêtes, se trouvent tout particulièrement en butte aux attaques. Six membres d'une famille peule - dont deux enfants et une femme - ont été tués lors d'une attaque lancée par des anti-balaka contre un campement peul près de Bambari à la fin septembre.

Ce campement, nommé Djimbété, était situé à environ 26 km de Bambari. Une quinzaine d'hommes, environ 25 femmes et de nombreux enfants vivaient sur place. L'attaque a eu lieu très tôt le matin, juste avant l'aube, un dimanche de la fin septembre. Une des personnes ayant échappé à cette tuerie, qui appartient à la même famille que les victimes, a décrit ce qui s'est passé :

« Les anti-balaka ont d'abord envahi une zone occupée par trois huttes appartenant à Bodo, au bord du campement. Nous l'appelions Bodo ; son vrai nom était Adamu Bidjingui. Nous étions déjà tous sur le qui-vive, et quand nous avons entendu sa famille se faire attaquer, nous sommes parvenus à fuir.

« Nous sommes restés dans la brousse toute la nuit. Le lendemain nous sommes retournés au campement et avons trouvé tous les corps. Certaines personnes avaient quasiment été décapitées ; une des victimes avait les pieds sectionnés. Nous les avons enterrées dans une fosse commune. »

« Ils avaient brûlé le campement tout entier [...] tout, absolument tout. J'ai perdu quatre huttes. Ils ont aussi volé ma moto, mon argent et ma marchandise. Après ça, nous avons fui le campement pour nous réfugier à Bambari. »

Les victimes étaient **Adamu Bidjingui**, environ 35 ans ; **Moussa** (frère d'Adamu), environ 20 ans ; **Bouba** (un autre frère), environ 18 ans ; **Idrissa** (fils d'Adamu), environ 15 ans ; une femme âgée qui rendait visite à la famille, et un garçon de six ans, également fils d'Adamu.

Attaques menées contre des civils chrétiens par des Peuls armés aux alentours de Bambari

Des combattants peuls armés, musulmans, ont récemment mené de nombreuses attaques contre des villages se trouvant à proximité de Bambari, certains dans la direction de la ville de Bakala, et d'autres dans la direction d'Alindao. Parmi les villages pris pour cibles figurent Yamalé, Batobadja, Matchika, Tchimanguéré, Gbakomalékpa et Baguela.

Un chercheur d'Amnesty International qui se trouvait dans la zone a vu la tombe de deux victimes récemment inhumées tout près du village de Tchimanguéré, sur la route reliant Bambari et Grimari, et a obtenu les noms de 16 autres personnes tuées par des Peuls armés. La MINUSCA estime qu'au moins

30 personnes sont mortes lors de récentes exactions aux alentours de Bambari.

Les attaques menées dans la zone de Bambari-Bakala se sont déroulées sur plusieurs jours, commençant le 20 octobre, avec l'assaut sur Yamalé, et continuant jusqu'à samedi 25 octobre tôt le matin à Tchimanguéré. Les attaques ayant visé les villages en direction d'Alindao - comme Batobadja et Matchika - ont eu lieu environ une semaine plus tard. Beaucoup des victimes ne vivaient pas au sein même de ces villages, mais dans des abris à l'écart des routes principales.

Toutes ces attaques - menées selon les villageois par des hommes appartenant à l'UPC récemment créée - suivent un schéma similaire. Des agresseurs lourdement armés, vêtus généralement d'un uniforme et portant diverses armes dont des fusils automatiques, des lance-roquettes et des épées, sont arrivés dans les villages en tirant en l'air et en hurlant.

« Lorsque les combattants arrivent dans le village, souvent à moto, ils enfoncent les portes de toutes les maisons et prennent tout », a déclaré un survivant. « Ils prennent de l'argent, de la nourriture, des téléphones, même des chèvres et des poulets. »

Parfois, les assaillants ont permis aux habitants du village de fuir, en particulier aux femmes et aux enfants, tandis qu'ils s'en prenaient aux hommes jeunes. Dans certains cas, ils ont pris des otages, dont plus de 20 auraient été secourus par des soldats français et des Nations unies la semaine dernière.

Un ancien otage, un jeune homme de Yamalé, a déclaré à Amnesty International que les Peuls armés qui l'avaient capturé lui ont dit que Yamalé était en réalité un « village peul », et que lui et les autres habitants n'y étaient pas à leur place.

2. Octobre rouge à Dekoa : les homicides de chrétiens par la Séléka au camp de personnes déplacées

La ville de Dekoa, à 260 km au nord de Bangui, était presque déserte quand une équipe d'Amnesty International s'y est rendue le 24 octobre. Tous les chrétiens et les animistes de la ville avaient été déplacés. Quelque 1 700 personnes s'étaient réfugiées dans l'enceinte de l'église catholique (transformée en camp de personnes déplacées), et beaucoup d'autres dans la brousse. Les attaques de la Séléka contre les civils dans les villages environnants, manifestations d'une vengeance souvent aveugle après les exactions des anti-balaka, inspiraient peur et colère au sein de la population.

Selon l'imam de la ville, cela faisait des mois que la plupart des musulmans avaient fui afin de gagner Kaga-Bandoro et d'autres villes plus à l'est. Sur les

1 059 musulmans qui vivaient sur place à l'origine (environ 10 % de la population), seuls 63, des hommes pour la plupart, étaient encore là. Les musulmans qui sont restés ne peuvent presque pas circuler librement. Ils vivent dans un secteur très restreint où des soldats français les protègent des attaques des anti-balaka.

« Nous sommes totalement prisonniers », a dit l'imam de la ville à Amnesty International. « Nous restons ensemble et nous ne bougeons presque pas. »

Des civils musulmans de tous les villages environnants, tels que Mala, Daya et Guiffa, ont été forcés à fuir car ils craignaient pour leur vie ; certains ont péri durant les attaques des anti-balaka.

Au moment de l'attaque du 10 octobre, différentes forces militaires étaient postées dans la ville. Il y avait entre 75 et 80 combattants de la Séléka, un contingent de la MINUSCA et des soldats français.

Les forces de la Séléka à Dekoa faisaient preuve depuis longtemps d'une attitude hostile et menaçante à l'égard des personnes déplacées accueillies dans l'enceinte de l'église catholique. Le colonel de la Séléka a par ailleurs accusé les prêtres d'être les complices des anti-balaka, et même de les financer et de les protéger. À plusieurs occasions, il avait menacé des personnes réfugiées à l'église et ordonné que le camp de déplacés soit démantelé.

L'attaque du 10 octobre semble relever d'une tentative préméditée de longue date de faire disparaître le camp de personnes déplacées situé sur le terrain de l'église. Comme un petit contingent de soldats de la MINUSCA étaient stationnés devant l'entrée principale, les combattants de la Séléka ont donné l'assaut en passant par une entrée différente, à l'arrière. Ils ont tiré sur un jeune homme et les gens ont commencé à paniquer. Beaucoup ont couru jusqu'au principal bâtiment résidentiel pour s'y réfugier derrière des murs de pierre.

Des centaines de personnes se sont agglutinées dans les diverses pièces de ce bâtiment ; beaucoup estiment qu'il y avait bien plus de 1 000 personnes en tout. Le père Everaldo de Souza, un prêtre brésilien, se trouvait dans un couloir extérieur et essayait d'aider les gens à se mettre à l'abri dans le bâtiment. Il a tenté de raisonner avec le colonel, qui menait l'assaut, lui disant : « s'il vous plaît, ne tirez pas ; il y a des femmes et des enfants à l'intérieur. » Le colonel a frappé le prêtre avec son fusil automatique, le faisant tomber à terre.

Le prêtre a décrit la scène suivante :

« Ils se sont mis à tirer, et une des personnes que j'essayais de faire entrer a été touchée par une balle. Ils ont commencé à lancer des grenades dans le couloir ; plusieurs personnes ont été grièvement blessées et une femme a été tuée. Ils

tiraient tous azimuts, c'était terrifiant. Les gens hurlaient.

« Les combattants de la Séléka ont encerclé le bâtiment, criant : "sortez, sortez !" Les personnes se trouvant à l'intérieur ont refusé d'ouvrir les portes de la maison et les membres de la Séléka ont essayé d'enfoncer la porte, mais comme des gens avaient mis des tables devant, ils n'y sont pas arrivés. À ce moment-là j'étais caché dans ma chambre, et j'ai appelé les Sangaris [les soldats français]. Un groupe de combattants de la Séléka allaient de chambre en chambre en ouvrant les portes ; un autre groupe s'est éloigné du bâtiment et a commencé à viser directement le salon, où se cachaient des centaines de personnes. C'était un massacre.

« Nous aurions tous pu être tués mais juste à ce moment, les soldats français sont arrivés, et la Séléka a dû se détourner afin de leur tirer dessus. Les Français ont essayé d'engager le combat contre la Séléka sous les arbres, à l'écart des bâtiments. Cet affrontement très intense a duré environ une heure. Au moins six membres de la Séléka ont été tués, y compris le colonel qui a mené l'attaque. »

Quand le combat a cessé, la plupart des Séléka encore en vie ont fui dans la brousse ; au moins un d'entre eux aurait été placé en détention par les soldats français. (Amnesty International ignore si cette personne est toujours incarcérée ou a plus tard été remise en liberté). Les Séléka en fuite, qui ont selon les villageois pris la direction de Kaga-Bandoro, ont tué cinq personnes alors qu'ils fuyaient dans la brousse, et en ont emmené deux autres avec eux pour leur servir de « guides ». On est sans nouvelles de ces deux personnes depuis lors.

Neuf civils ont été tués dans l'enceinte de l'église catholique durant cette attaque. Certains sont morts immédiatement ; quelques-uns ont succombé au bout de plusieurs heures, et d'autres sont décédés à l'hôpital à Kaga-Bandoro, où ils avaient été évacués. Plusieurs personnes ont été grièvement blessées. Malheureusement, en raison de l'insécurité régnant sur place, l'évacuation n'a eu lieu que 48 heures après les faits.

Les personnes tuées incluent trois femmes et quatre enfants, dont le plus jeune, **Josias Gonda**, avait moins de deux ans. Une des femmes, **Judith Nzaya**, était enceinte de six mois. Elle est morte à l'hôpital de Kaga-Bandoro.

Un rescapé de l'attaque a décrit à Amnesty International comment sa femme, **Huguette Kenguena**, et son fils, Josias, ont été tués sous ses yeux.

« Le prêtre a dit à la Séléka de ne pas tirer, qu'il y avait des femmes à l'intérieur. Ils l'ont fait tomber, puis se sont mis à tirer. Ma femme, Huguette Kenguena, a été touchée dans le dos. Mon petit garçon a été atteint à la tête. Lorsque je les ai vus, j'ai voulu mourir moi aussi. »

Des survivants ont dit que les membres de cette unité de la Séléka étaient lourdement armés, de kalachnikovs, d'autres types de fusils et de grenades. « Ils voulaient tuer tout le monde », a dit une personne. « Nous avons eu de la chance d'en sortir vivants. »

Complément d'information

Les violences ont continué dans de nombreuses zones du pays en dépit du déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), le 15 septembre 2014, et de la présence de soldats français (désignés sous le nom de Sangaris) et de soldats de la force de l'Union européenne (EUFOR). Si les forces internationales ont fortement contribué à réduire le niveau de la violence et à sauver des vies, la Séléka, les Peuls armés et les combattants anti-balaka poursuivent leurs attaques mortelles, notamment contre des civils non armés dans des camps de personnes déplacées.

Depuis le 7 octobre, une série d'événements violents ont secoué Bangui, et les forces de la MINUSCA sont confrontées à des actions de protestation et des attaques. Le 9 octobre, un convoi de la MINUSCA a été pris pour cible à la périphérie de Bangui ; il y a eu un mort et huit blessés, dont un grave, parmi les soldats de la paix. Des affrontements sporadiques entre combattants anti-balaka et forces internationales, l'EUFOR notamment, se poursuivent.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, la vague de violence d'octobre 2014 a mené au déplacement de quelque 6 500 personnes dans la seule ville de Bangui, mais le chiffre réel pourrait être bien plus élevé. En tout, on compte actuellement environ 410 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, notamment plus de 60 000 réparties entre 34 sites à Bangui. Quelque 420 000 Centrafricains se sont réfugiés dans des pays voisins.